Fondation Jean Jaurès

DémocratieSociété

FRACTURES FRANÇAISES 2020. FOCUS SUR LE BLOC SOCIAL-ÉCOLOGISTE

Gilles Finchelstein

14/09/2020

La Fondation Jean-Jaurès est partenaire de la huitième vague du baromètre « Fractures françaises », outil unique qui permet de mesurer notamment les valeurs des Françaises et des Français ainsi que les rapports de force politiques. À moins de deux ans de l'élection présidentielle, cette nouvelle vague donne à Gilles Finchelstein l'occasion de se pencher plus particulièrement sur la cohérence en termes de valeurs du bloc « social-écologiste ».

L'enquête 2020 sur les fractures françaises permet de mesurer si, en se plaçant du point de vue de l'opinion, une union entre les partis et mouvements de l'arc s'étirant du Parti socialiste (PS) à Europe Écologie-Les Verts (EELV) est possible. Cette question ne doit pas seulement intéresser la gauche tant elle est potentiellement susceptible de changer la donne d'une élection présidentielle dont le premier tour peut être une nouvelle fois décisif. Certes, il y a loin de l'affirmation d'une sympathie partisane à l'expression d'un vote incarné, mais voici quand même le premier enseignement de l'enquête : les sympathisants d'EELV (11,7%) et du PS (7,4%) sont plus nombreux si on les additionne (19,1%) que les sympathisants de La République en marche (12,3%), de La France insoumise et du Parti communiste (9%), des Républicains (11,5%) ou du Rassemblement national (13,9%).

Lire les résultats de l'enquête en intégralité

Le passage en revue systématique des quatre-vingt-quatorze principales questions offre un deuxième enseignement : les sympathisants d'EELV et du PS sont incroyablement proches. L'écart entre les uns et les autres est inférieur à dix point, et même généralement à cinq points, sur 85% des questions. Il n'est à l'inverse jamais supérieur à vingt points quand il peut y avoir quarante points d'écarts avec La France insoumise (LFI) sur la confiance en l'Union européenne, avec La République en marche (LREM) sur les violences policières, avec Les Républicains (LR) sur les mouvements féministes.

Comment caractériser les sympathisants de ce bloc social-écologiste ?

Premier trait

Ils sont mobilisés par le changement climatique et quasi-unanimes à être prêts à « modifier en profondeur leurs modes de vie » pour faire face à l'urgence environnementale.

Deuxième trait

Ils sont préoccupés par la question sociale : à plus de 60%, ils souhaitent qu'il y ait davantage de redistribution des plus riches vers les plus pauvres et davantage de protection envers les salariés et, dans les mêmes proportions, ils récusent la théorie du « ruissellement » selon laquelle « plus il y a de riches, plus cela profite à toute la société » – sur tous ces points, ils se distinguent nettement des sympathisants de LREM.

Troisième trait

Ils sont à la pointe sur les questions de société : par rapport à la moyenne des Français, ils sont plus favorables à la PMA et plus opposés au rétablissement de la peine de mort ; surtout, ils sont plus sensibles aux combats féministes – aux alentours de 20% d'entre eux estiment que les mouvements féministes vont « trop loin » contre 32% des sympathisants LFI, 46% des sympathisants LREM et 58% des sympathisants LR.

Quatrième trait

Ils sont exigeants envers le régime démocratique dont ils soutiennent le principe plus que la moyenne mais qu'ils souhaitent aussi davantage que les autres plus participatif. Ils sont par ailleurs plus soucieux du respect des droits et libertés – aux alentours de 70% d'entre eux considèrent par exemple que la police fait preuve d'un « usage excessif de la violence » contre un peu plus de 30% pour les sympathisants LREM ou LR – mais, à 80%, déclarent également que « l'autorité est une valeur qui est trop souvent critiquée ».

Cinquième trait

Ils sont européens : près de 70% considèrent l'appartenance à l'Union européenne comme une bonne chose. Mais prudemment : ils sont près de deux fois plus nombreux à souhaiter renforcer les pouvoirs de décision nationaux plutôt qu'européens et, ce qui n'était pas le cas ces dernières années, ils estiment désormais majoritairement que la mondialisation est « une menace pour la France » et qu'il faut « aller vers plus de protectionnisme ».

Une limite

Cette forte identité commune ne doit cependant pas masquer une limite – les sympathisants socialistes ne sont que 38% à juger EELV « capables de gouverner le pays », ce qui n'est guère plus que la moyenne des Français (32%) – et une différence : l'intensité de la préoccupation environnementale. C'est vrai de la hiérarchie des préoccupations : pour les écologistes, la protection de l'environnement devance de 25 points l'avenir du système social et de 30 points la montée des inégalités sociales ; pour les socialistes, ces trois préoccupations se situent à peu près au même niveau. C'est vrai aussi de l'arbitrage entre « fin du monde » et « fin du mois » : les trois quarts des écologistes sont prêts, au nom de l'urgence environnementale, à « demander aux Français et aux entreprises des sacrifices financiers » ; les socialistes sont plus réticents et se partagent sur cette question en deux parts à peu près égales.